



PALAIS DE LA PORTE DORÉE

N° DE MARCHÉ :

2	0	2	1	-	0	0	8
---	---	---	---	---	---	---	---

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

(CCP)

OBJET : FOURNITURE ET LIVRAISON D'OUVRAGES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE

TITULAIRE :

Le présent CCP est composé de seize (16) pages.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PALAIS DE LA PORTE DORÉE

MUSÉE NATIONAL DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION

AQUARIUM TROPICAL

293, avenue Daumesnil • 75012 Paris • T + 33 1 53 59 58 60 • F+ 33 1 53 59 58 66 • palais-portedoree.fr

SIRET 130 002 728 00017 • APE 9103 Z

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

ARTICLE 2 : RESPONSABLES TECHNIQUES DU SUIVI DES PRESTATIONS

ARTICLE 3 : DURÉE DU MARCHÉ

ARTICLE 4 : DESCRIPTION DES FOURNITURES À LIVRER

ARTICLE 5 : FORME ET DÉTERMINATION DES PRIX – RÉVISION

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE DEMANDE DE DEVIS, DE PASSATION DES COMMANDES ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

ARTICLE 7 : LIEU ET MODALITÉS DE LIVRAISON DES FOURNITURES

ARTICLE 8 : MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

ARTICLE 9 : OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

ARTICLE 10 : PÉNALITÉS

ARTICLE 11 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ

ARTICLE 12 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

ARTICLE 13 : SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 14 : RÉSILIATION

ARTICLE 15 : SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

ARTICLE 16 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

ARTICLE 17 : ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

ARTICLE 18 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

ARTICLE 19 : DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture (achat par l'Établissement) et la livraison d'ouvrages pour répondre aux besoins de l'Établissement public du Palais de la Porte Dorée (ci-après désigné « l'Établissement »).

ARTICLE 2 : RESPONSABLES TECHNIQUES DU SUIVI DES PRESTATIONS

2.1 – Pour l'Établissement

La responsabilité technique du suivi d'exécution du présent marché est assurée par la Directrice de la conservation et des expositions, Madame Isabelle RENARD, représentée par Monsieur Nicolas MONTLAHUC en sa qualité de documentaliste (☎ : 01-53-59-64-20 – nicolas.montlahuc@palais-portedoree.fr).

2.2 – Pour le titulaire

2.2.1 – Désignation d'un responsable du suivi d'exécution

Dès la notification du marché (et dans un délai maximum de huit (8) jours calendaires à compter de cette notification), le titulaire du présent marché s'engage à désigner et communiquer à l'Établissement les coordonnées (en particulier le nom, un numéro de téléphone et une adresse de courriel) d'une personne physique spécifiquement chargée du suivi de l'exécution des prestations relevant du présent marché. Cette personne sera également chargée de représenter le titulaire auprès de l'Établissement pendant toute la durée d'exécution du marché.

Ce responsable sera le seul interlocuteur de l'Établissement pour ce qui concerne l'exécution des prestations. Il devra rendre compte immédiatement au représentant de l'Établissement visé à l'article 2.1 ci-dessus, oralement et par écrit, de tout incident survenu durant l'exécution des prestations.

Ce responsable sera placé sous l'autorité administrative du représentant de l'Établissement visé au point 2.1 ci-dessus et sous l'autorité hiérarchique unique et exclusive du titulaire, en sa qualité d'employeur.

En outre, ce responsable assurera la coordination, la gestion et l'organisation des prestations objet du présent marché ainsi que le contrôle de la qualité de réalisation de celles-ci.

Enfin, il sera tenu de notifier sans délai à l'Établissement les modifications pouvant survenir au cours de l'exécution du marché et qui se rapporteront :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire,
- À la forme juridique sous laquelle le titulaire exerce son activité,
- À la raison sociale ou à la dénomination du titulaire,
- À son adresse ou à son siège social,
- À ses coordonnées bancaires qui seraient modifiées,
- Aux renseignements que le titulaire a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- Aux éventuels décisions et jugements de placement de la société du titulaire en redressement ou liquidation judiciaire,
- Et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de sa société pouvant influencer sur le déroulement du marché.

2.2.2 – Remplacement

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS, en cas d'absence du responsable technique, le titulaire désignera dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures, par écrit, une autre personne physique pour le remplacer, de qualification identique.

L'Établissement aura la possibilité de ne pas accepter le remplaçant proposé dans un délai maximum de quinze (15) jours après sa désignation. Dans ce cas, le titulaire s'engage à proposer un autre remplaçant, dans les mêmes conditions que celles visées ci-dessus.

L'absence de désignation d'un responsable technique par le titulaire dans les délais visés au présent article 2.2 sera susceptible de faire l'objet d'une pénalité financière à l'encontre du titulaire.

ARTICLE 3 : DURÉE DU MARCHÉ

3.1 – Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de la date de sa notification au titulaire et pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois.

Le marché sera ensuite renouvelable deux (2) fois, par tacite reconduction, pour des périodes annuelles successives, à moins que l'Établissement ne notifie au titulaire une décision expresse de non-reconduction du marché, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai maximum de quatre (4) mois avant chaque date anniversaire du marché.

La durée maximale du marché est ainsi de quarante-huit (48) mois.

Le titulaire ne pourra s'opposer à aucune reconduction tacite acceptée par l'Établissement.

Le présent marché pourra être dénoncé à tout moment par l'Établissement, sur décision motivée et dûment notifiée au titulaire, en respectant un délai de préavis de quatre (4) mois.

3.2 – Modification du marché

Conformément à l'article L. 2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, soit lorsque :

- Les modifications auront été prévues dans les documents du présent marché ;
- Des fournitures ou services supplémentaires seront devenus nécessaires ;
- Les modifications seront rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- Un nouveau titulaire se substituera au titulaire initial du marché ;
- Les modifications ne seront pas substantielles ;
- Les modifications seront de faible montant.

La ou les modifications seront à formaliser par voie d'avenant signé entre les parties.

ARTICLE 4 : DESCRIPTION DES FOURNITURES À LIVRER

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande qui prévoit la fourniture et la livraison d'ouvrages en faveur de l'Établissement, pour répondre en particulier aux besoins du Centre de ressources de l'Établissement.

Les ouvrages à fournir concerneront tant des ouvrages pour adultes que des ouvrages pour enfants, de tout éditeur, qu'il s'agisse de documentaire et/ou de fiction, dès lors qu'ils portent sur les thèmes traités par l'Établissement dans le cadre de sa mission, telle que fixée dans son décret statutaire et en particulier :

- Les documents portant sur l'histoire et les cultures de l'immigration ainsi que sur l'intégration des personnes qui en sont issues, y compris dans leurs dimensions économique, démographique, politique, sociale, culturelle et artistique ;

- Les œuvres de littérature générale portant sur l'exil, les identités plurielles et l'altérité, liées aux réalités migratoires.

Il s'agira notamment de fournir et livrer à l'Établissement :

- Des ouvrages en langue française ;
- Des ouvrages en langue étrangère ;
- Des ouvrages épuisés ;
- Des ouvrages sous forme physique ou numérique ;
- De la littérature grise à faibles tirages ;
- Des numéros isolés de revues ;
- Etc.

ARTICLE 5 : FORME ET DÉTERMINATION DES PRIX – RÉVISION

5.1 – Détermination des prix

Les fournitures objet du marché seront réglées par application, aux quantités commandées, du prix public, déduction faite de la remise accordée par le titulaire sur le prix éditeur et sur lequel sera appliqué le pourcentage de la commission éventuelle du titulaire, ces pourcentages étant indiqués en annexe 2 de l'acte d'engagement du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures, ainsi que tous les frais afférents à la livraison des ouvrages.

Les taux de remise doivent être fixés conformément à la législation en vigueur. En cas de modification de cette législation, les taux pratiqués doivent être les taux fixés par le nouveau texte applicable en la matière, sous réserve pour le titulaire d'en informer préalablement l'Établissement par écrit. A défaut, ces taux nouveaux ne lui sont pas opposables.

Les prix s'entendent en euros et hors TVA. Ils demeurent fermes pendant toute la durée du marché.

5.2 – Contenu des prix

Les prix du présent marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais éventuels afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison des fournitures et matériels qui seraient nécessaires à l'exécution des prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

De façon générale, les prix comprennent :

- Toutes les charges énumérées à l'article 10 du CCAG/FCS,
- L'outillage à main nécessaire à des professionnels,
- Les moyens de communication (téléphone portable notamment et moyens pour la mise en place du service d'astreinte),
- L'équipement de sécurité réglementaire éventuellement nécessaire (gants, chaussures, casques, harnais notamment), et les vêtements de travail éventuels,
- Les frais de déplacement sur le site de l'Établissement, de livraison et transport aller/retour, d'entretien, de dépannages, les frais de réparations, de contrôles réglementaires et les assurances des matériels fournis par le titulaire,
- Toutes les sujétions et en particulier les frais d'amenée et de repli du matériel,
- Et de façon générale, tout ce qui concourt à la qualité d'exécution des prestations objet du présent marché.

5.3 – Révision des prix

Les prix du présent marché sont fermes pour toute la durée de validité du présent marché.

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE DEMANDE DE DEVIS, DE PASSATION DES COMMANDES ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

6.1 – Demande de devis

Chaque commande d'ouvrage de l'Établissement sera passée au titulaire sur la base d'un devis établi et fourni par ce dernier et accepté par l'Établissement.

À compter de la réception du courrier électronique de demande de devis de l'Établissement, le titulaire disposera d'un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés pour adresser le devis, par courrier électronique, au représentant de l'Établissement visé à l'article 2 ci-dessus, sauf s'il existe un délai plus court proposé par le titulaire dans son mémoire technique, auquel cas ce délai plus court s'appliquera.

En cas d'urgence, le délai maximum de proposition d'un devis attendu par l'Établissement pourra néanmoins être ramené à vingt-quatre (24) heures à compter de la réception de la demande formulée par l'Établissement par courrier électronique.

Sur chaque devis, le titulaire devra mentionner les renseignements obligatoires suivants :

- La référence du présent marché,
- La référence de la demande de devis,
- La date du devis,
- L'objet de la ou des prestations,
- Le détail des prestations par poste,
- Les quantités,
- Le prix unitaire HT de chaque poste,
- Le montant total HT,
- Le taux de la TVA,
- Le montant total TTC,
- Le délai d'exécution,
- Le statut des titres non chiffrés.

Les ouvrages qui seraient indisponibles et non chiffrés dans le devis pour cette raison devront être clairement signalés comme tels par le titulaire dans son devis et les réponses des éditeurs (ouvrage épuisé, indisponible, en réimpression) également indiquées sur le devis.

Dans le cas où des ouvrages seraient indisponibles chez l'éditeur souhaité ou dans la collection souhaitée par l'Établissement mais qu'ils pourraient être disponibles chez un autre éditeur ou dans une autre collection, la précision devra être apportée par le titulaire à l'Établissement.

L'Établissement vérifiera le devis, la bonne application des prix unitaires remisés et les quantités.

En cas de devis dûment accepté par l'Établissement, ce dernier émettra un bon de commande correspondant au contenu du devis, dans les conditions visées à l'article 6.2 ci-dessous.

6.2 – Passation de commandes

Les commandes d'ouvrages seront passées au moyen de bons de commande signés par le responsable technique de l'Établissement ou par son représentant, sur la base d'un devis dûment accepté par l'Établissement.

Les bons de commandes seront adressés par l'Établissement au titulaire par tout moyen de communication adapté (notamment par voie électronique).

Outre les mentions obligatoires, chaque bon de commande devra préciser :

- La référence du présent marché et de chaque avenant,
- Le numéro et la date de la commande qui vaut date de validité,
- L'identification de la direction ou du service bénéficiaire,
- La désignation précise et détaillée des ouvrages commandés,
- Les conditions et l'adresse précise de livraison,
- La détermination des quantités, le détail des prix nets hors taxes, et le taux de TVA appliqué,
- Le délai de livraison des fournitures,
- Le montant total HT de la commande,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Et le montant total TTC.

Le titulaire sera tenu d'exécuter les commandes émises par l'Établissement, quel qu'en soit le montant, les quantités demandées et les délais fixés. Chaque commande devra faire l'objet d'une facturation séparée, par bon commande émis et validé.

En tout état de cause, la durée d'exécution de chaque bon de commande ne pourra faire excéder la durée de validité du présent marché d'une durée de plus d'un (1) mois.

6.3 – Délais maximum d'exécution des commandes

Les délais de livraison des ouvrages figureront dans le mémoire technique du titulaire, faisant partie intégrante des pièces contractuelles du présent marché.

À cette fin, le titulaire aura également proposé dans son mémoire technique un outil de suivi en ligne des commandes.

En tout état de cause, à compter de la date de notification par l'Établissement de chaque commande au titulaire, le délai de livraison ne devra pas excéder les délais maximums suivants :

- Pour les parutions françaises : un (1) mois,
- Pour les parutions étrangères : deux (2) mois,
- Pour les ouvrages épuisés : deux (2) mois.

Le titulaire devra également être en mesure de répondre à un besoin urgent ponctuel de l'Établissement dans un délai de livraison maximum de trois (3) jours ouvrables.

Si le titulaire propose des délais inférieurs à ces délais maximum dans son mémoire technique, les délais préférentiels proposés par le titulaire prévaudront sur les délais maximums indiqués au présent article.

6.4 – Prolongation des délais d'exécution

Conformément à l'article 13.3 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire sera dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait de l'Établissement ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'Établissement prolongera le délai d'exécution.

Le titulaire devra signaler par écrit à l'Établissement, immédiatement après la notification de la commande de l'Établissement, les causes pouvant faire obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels

Par ailleurs, si des ouvrages étaient indisponibles chez l'éditeur souhaité ou précisé par l'Établissement dans sa commande mais disponibles chez un autre éditeur ou dans une autre collection, le titulaire devra l'indiquer sans délai à l'Établissement. Ce dernier lui indiquera alors par écrit (courriel notamment) si la fourniture en question doit être livrée dans une autre édition ou collection que celle initialement prévue ou si la commande de cette fourniture est dès lors annulée par l'Établissement.

Dans ces cas, il appartiendra à l'Établissement de décider de prolonger si nécessaire, le délai d'exécution de la commande.

6.5 – Expiration des délais

La date d'expiration du délai d'exécution sera, pour chaque commande, la date de livraison des fournitures dans les espaces de l'Établissement.

ARTICLE 7 : LIEU ET MODALITÉS DE LIVRAISON DES FOURNITURES

7.1 – Lieu de livraison

La livraison des fournitures objet du marché devra être réalisée à l'adresse indiquée ci-après :

Établissement Public du Palais de la Porte Dorée
Musée national de l'histoire de l'immigration, Aquarium tropical
À l'attention de monsieur Nicolas MONTLAHUC
293 avenue Daumesnil
75012 PARIS

Accès livraison : 8 avenue Armand Rousseau - 75012 Paris

Les jours et horaires de livraison sont : du lundi au vendredi de 9h30 à 12h et de 14h à 17h.

En tant que de besoin, pour pouvoir accéder à l'aire de livraison visé ci-dessus, le titulaire devra **obligatoirement communiquer, dans un délai de vingt-quatre heures (24h) avant la date de livraison**, les éléments suivants au représentant de l'Établissement :

- le type de véhicule de livraison et sa plaque d'immatriculation,
- l'identité du chauffeur.

Si le titulaire n'a pas fourni ces informations à l'Établissement avant la date de livraison, l'Établissement pourra refuser l'accès du véhicule à ses espaces. Dans ce cas, le titulaire devra reprogrammer une livraison dans les trois (3) jours calendaires suivant la date originale de livraison. L'ensemble des frais générés par cette reprogrammation de livraison sera à la charge exclusive du titulaire.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison restera à la charge financière exclusive du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à l'Établissement, le titulaire s'engageant à honorer sa livraison dans les meilleurs délais et au maximum dans les trois (3) jours calendaires suivant la date de livraison initialement convenue et dans le respect du contenu du bon de commande initial.

7.2 – Modalités de livraison

Les livraisons seront réalisées sur l'aire de livraison prévue à cet effet située à l'adresse indiquée à l'article 7.1 ci-dessus.

Les livraisons (allers et retours éventuels) s'effectueront gratuitement et sous l'entière responsabilité du titulaire, à charge pour ce dernier de convenir avec l'Établissement de la date et de l'heure de ladite livraison (créneau horaire possible, à définir préalablement entre les parties).

Chaque livraison devra être accompagnée d'un bon de livraison qui portera obligatoirement, outre ses propres références, les mentions suivantes :

- L'identification du titulaire,
- La référence du présent marché et de chaque avenant éventuel,
- La référence du bon de commande,
- Le détail et les quantités des ouvrages livrés,

- Le nombre de colis constitutifs de la livraison, ainsi que toutes autres précisions particulières s'y rapportant.

Sauf accord préalable et écrit de l'Établissement, les commandes ne devront en aucune façon être livrées de façon partielle.

Chaque partie au marché devra conserver un exemplaire signé des deux parties du bon de livraison.

ARTICLE 8 : MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

8.1 – Modalités de facturation

La facturation des fournitures et prestations associées objet du marché sera effectuée conformément à l'article 11 du CCAG/FCS, sur la base des bons de commande émis par l'Établissement et des livraisons correspondantes réellement effectuées.

Le règlement de chaque commande interviendra sur présentation par le titulaire d'une facture.

Chaque facture du titulaire portera obligatoirement, outre les indications légales, les indications suivantes :

- La désignation de la personne publique contractante,
- Le nom et l'adresse du titulaire,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- Les références (n° et date) du marché et de chaque avenant éventuel,
- Les références de la direction ou service bénéficiaire,
- Les références (n° et date) du bon de commande,
- Les désignations et les quantités des prestations réalisées,
- Les prix unitaires en vigueur à la date de la commande,
- Les montants HT des prestations et matériels,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC des prestations,
- La date et le numéro de la facture.

Les factures devront obligatoirement porter la référence du marché (n° 2025-200) et être adressées à l'Établissement de façon dématérialisée sur le portail « **CHORUS PRO** » à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> en indiquant le numéro de SIRET de l'Établissement (N°130 002 728 00017) et le numéro d'engagement de la dépense présent sur le bon de commande ou préalablement communiqué par l'Établissement. Aucun code service n'est à saisir.

Le comptable assignataire chargé de l'exécution des recettes et des dépenses de l'Établissement est l'agent comptable de l'Établissement.

8.2 – Délai global de paiement

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-10 et R. 2192-10 et suivants du code de la commande publique relatives au délai global de paiement, les sommes dues en exécution du marché seront payées dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve que l'Établissement ait bien attesté d'une réalisation des prestations objet de la facture conforme aux prescriptions du présent marché.

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et R. 2192-31 du code de la commande publique, en cas de défaut de paiement dans le délai visé ci-dessus, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne (BCE) à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

8.3 – Acceptation du montant de la facture

L'Établissement vérifiera le montant indiqué sur la facture du titulaire et le complètera éventuellement en calculant les avances à rembourser, les pénalités à appliquer et/ou les réfections éventuelles.

Le montant définitif à régler au titulaire sera arrêté par l'Établissement. Il sera notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Passé un délai de trente (30) jours calendaires à compter de cette notification, le titulaire sera réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

8.4 – Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le titulaire et l'Établissement, le paiement sera effectué par virement bancaire, sur la base provisoire des sommes admises par l'Établissement, déduction faite des éventuelles pénalités dues et/ou autres réfections à déduire.

ARTICLE 9 : OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

Par dérogation aux dispositions des articles 27 et suivants du CCAG/FCS, les opérations de vérification de fournitures seront effectuées dans les conditions définies ci-après.

9.1 – Constatation de l'exécution des prestations

Lors de chaque livraison, il sera procédé par l'Établissement, à une vérification du nombre d'emballages, mentionnés sur le bon de livraison.

La livraison sera constatée par la délivrance d'un récépissé (bon de livraison) par le titulaire ou par la signature d'un double du bon de livraison par l'Établissement.

9.2 – Autres vérifications quantitatives et qualitatives

Les autres vérifications quantitatives et qualitatives des fournitures objet du marché, et leur conformité avec les dispositions du présent cahier des clauses particulières et/ou avec le bon de commande, seront effectuées par l'Établissement dans un délai maximal de cinq (5) jours ouvrés suivant la date de livraison des fournitures par le titulaire.

Les vérifications seront effectuées par le représentant de l'Établissement seul, ou toute autre personne de l'Établissement dûment habilitée.

La réception des fournitures sera constatée par écrit par l'Établissement.

En cas de silence de l'Établissement après le délai de cinq (5) jours ouvrés visé ci-dessus, la livraison sera réputée conforme et la réception définitive acceptée par l'Établissement.

En cas de rejet de la livraison ou de réception des fournitures avec réserves prononcées par l'Établissement, en particulier pour non-conformité par rapport à la commande effectuée, le titulaire sera tenu de corriger ou compléter la livraison des fournitures dans un délai maximum de cinq (5) jours calendaires, sans aucun surcoût financier pour l'Établissement.

À l'issue de nouvelle livraison des ouvrages, l'Établissement disposera d'un nouveau délai de cinq (5) jours ouvrés pour réaliser la nouvelle vérification des fournitures et prononcer leur réception ou leur rejet, selon la même procédure que celle susmentionnée pour la première livraison.

En cas de défaillances répétées dans les fournitures livrées, la même procédure pourra se répéter mais l'Établissement se réserve également la faculté d'une part d'appliquer des pénalités financières au titulaire pour retard et non-conformité des prestations et d'autre part de prononcer sans préavis la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire si, du fait de son incapacité ou de sa défaillance, l'objectif d'obtenir les fournitures n'était pas atteint dans les délais et selon les dispositions du marché ci-dessus fixés.

ARTICLE 10 : PÉNALITÉS

Le présent article déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS.

Le montant des pénalités éventuellement dues par le titulaire en cas de défaillances de sa part dans l'exécution des prestations sera soit facturé séparément au titulaire, soit déduit du montant d'une facture du titulaire.

Les différentes pénalités listées au présent article pourront être appliquées sur simple constatation par l'Établissement du retard ou de l'infraction commise, sans mise en demeure préalable de la part de l'Établissement. Ces pénalités pourront se cumuler entre elles et aucun montant plafond de celles-ci ne sera applicable.

10.1 – Pénalité de retard

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS, lorsque la date limite de livraison telle que fixée au bon de commande sera dépassée, le titulaire pourra encourir une pénalité financière forfaitaire d'un montant de cent euros (100 €) par jour de retard constaté.

L'Établissement se réserve également la possibilité de résilier le marché en cas de retards répétés dans les livraisons de fournitures, qui sont incompatibles avec les objectifs de qualité qu'il s'est fixés.

10.2 – Autres pénalités

Le titulaire pourra également encourir les pénalités financières suivantes sur simple constatation des défaillances du titulaire par l'Établissement, en cas de :

1. Remise hors délai des attestations d'assurance et/ou documents fiscaux et sociaux, tels que visés aux articles 12 et 15 du présent CCP : cent euros (100 €) par jour de retard.
2. Défaut ou retard dans la déclaration ou la demande d'agrément d'une sous-traitance, telle que visée à l'article 13 du présent CCP : deux cents euros (200 €) par jour de retard ou défaillance.
3. Retard dans la désignation par le titulaire de son représentant (responsable technique), conformément aux délais prévus à l'article 2.2 du présent CCP : deux cents euros (200 €) par jour de retard constaté par l'Établissement.

ARTICLE 11 : CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

11.1 – Retenue de garantie

Sans objet.

11.2 – Avance

Les dispositions de l'article A.11.1 du CCAG/FCS s'appliqueront (avance, option A).

Dans la mesure où le montant forfaitaire du marché dépasserait la somme de cinquante mille euros hors taxe (50 000 € HT), une avance, telle que prévue aux dispositions des articles L. 2191-2 et R. 2191-3 du code de la commande publique, sera versée au titulaire, sauf si celui-ci y renonce dans l'acte d'engagement.

Son montant en prix sera égal à cinq pour cent (5 %) ou à trente pour cent (30 %) du montant forfaitaire toutes taxes comprises si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise (PME) au sens de la commande publique.

Si une partie du marché est sous-traitée, le montant initial toutes taxes comprises du marché sera diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

L'avance sera versée au titulaire et remboursée par ce dernier, conformément aux conditions du code de la commande publique.

ARTICLE 12 : RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

Le titulaire s'engage à contracter toutes les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Établissement (comprenant ses biens mobiliers, immobiliers et son personnel) et des tiers, victimes d'accidents et/ou de dommages, directs et indirects, matériels et corporels, causés par le titulaire et ses préposés dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire sera également seul responsable et devra assumer seul les conséquences de tout dommage causé à son personnel et à son matériel, ceux de l'Établissement ou à des tiers, du fait de l'exécution des prestations objet du marché.

À la notification du présent marché et conformément aux dispositions du règlement de la consultation, le titulaire a d'ores et déjà remis obligatoirement à l'Établissement une attestation justifiant qu'il a contracté les assurances nécessaires à la réalisation des prestations objet du marché.

Le titulaire s'engage à transmettre à l'Établissement une nouvelle attestation d'assurance en vigueur si la durée de validité de l'attestation transmise initialement est inférieure à la durée du marché, de façon que l'Établissement dispose d'une attestation valide pendant toute la durée du marché. La nouvelle attestation d'assurance en vigueur devra être transmise par le titulaire à l'Établissement au plus tard dans les quinze jours calendaires suivant la date de fin de validité de l'attestation initiale.

De façon générale, pendant toute la durée d'exécution du marché, sur demande de l'Établissement, le titulaire sera tenu de lui remettre une attestation d'assurance émanant d'une compagnie d'assurance notoirement solvable dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la demande de l'Établissement (par courrier postal simple).

Le titulaire sera seul responsable des contraventions aux lois et règlements résultant de son exécution des prestations et ne pourra exercer aucun recours contre l'Établissement en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire aura notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles en vigueur (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il sera tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de l'Établissement et pour les tiers. Il demeurera responsable de ces accidents et il sera tenu, en outre, de garantir l'Établissement de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

ARTICLE 13 : SOUS-TRAITANCE

En complément des dispositions des articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG/FCS.

Conformément à l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, le titulaire du marché ne pourra cependant sous-traiter que l'exécution de certaines parties de son marché.

La sous-traitance totale est interdite. Une sous-traitance partielle reste possible, mais elle ne pourra pas porter sur les prestations principales de fournitures des produits, objet présent marché.

Le titulaire demeurera, en toutes hypothèses, responsable du sous-traitant et garant des prestations qu'il exécute et du respect des stipulations du marché.

Le titulaire du présent marché qui voudrait sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations devra demander par écrit à l'Établissement d'accepter, préalablement à tout commencement d'exécution, chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement par l'Établissement, ce dernier notifiera au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché devra faire connaître à l'Établissement le nom et les coordonnées (adresse électronique et téléphone) de la personne physique habilitée à représenter le ou les sous-traitant(s).

Le titulaire engagera sa responsabilité auprès de l'Établissement en cas de non-déclaration préalable à tout commencement d'exécution de prestations du ou des sous-traitants auxquels il souhaite faire appel.

Le titulaire encourra également dans ce cas une pénalité financière, telle que visée à l'article 11 ci-dessus.

ARTICLE 14 : RÉSILIATION

14.1 – Principes et conditions de résiliation

Outre les cas prévus aux articles 38 à 43 du CCAG/FCS, le présent marché pourra être résilié, aux torts exclusifs du titulaire, en raison de défaillances du titulaire jugées incompatibles avec la bonne exécution des prestations objet du présent marché et en particulier :

- En cas de refus du titulaire d'exécuter les prestations conformément aux dispositions du marché (en particulier du présent CCP) ou de mauvaises exécutions (non conformes) répétées,
- En cas d'exécutions partielles des prestations objet du marché, mettant ou non en danger le bon fonctionnement de l'Établissement,
- En cas de non-respect répété des délais d'exécution des prestations objet du marché (ces délais étant notamment fixés dans le présent CCP, le mémoire technique du titulaire et les bons de commande).

Par ailleurs, le présent marché sera également résiliable par l'Établissement, à tout moment et pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire, par une décision de résiliation en respectant un délai de préavis de six (6) mois à compter de la date de la décision.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, aucune indemnisation ne sera versée au titulaire en compensation de son éventuel préjudice.

Enfin, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail, le présent marché sera résilié aux torts du titulaire.

14.2 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire à l'encontre du titulaire du présent marché, devra être notifié immédiatement à l'Établissement par le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception comprenant les noms et coordonnées des administrateurs et liquidateurs désignés. Il devra en être de même de tout jugement ou décision de justice susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Établissement adressera alors à l'administrateur ou au liquidateur désigné une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché sera prononcée par l'Établissement. Ce délai d'un mois pourra être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prendra effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois visé ci-dessus. Elle n'ouvrira droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14.3 – Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution du marché

En cas de résiliation effective du présent marché, l'Établissement pourra exiger du titulaire :

- La remise des prestations en cours d'exécution ainsi que des matières et des objets détenus par le titulaire en vue de l'exécution du marché ;
- La remise éventuelle des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au présent marché ;
- L'exécution des mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage.

L'Établissement en informera le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le présent article sera appliqué aux frais du titulaire.

ARTICLE 15 : SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions des articles R. 2143-7, R. 2343-9 et R. 3123-18 du code de la commande publique et aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, le titulaire s'engage à fournir à l'Établissement, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les attestations et certificats démontrant qu'il ne rentre dans aucun des cas d'exclusion des marchés publics prévus au code de la commande publique et qu'il respecte l'ensemble des obligations fiscales et sociales lui étant applicables.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, le titulaire s'exposera à l'application d'une pénalité financière à son encontre, conformément aux dispositions de l'article 10 du présent CCAP.

Le marché pourra également être résilié aux torts exclusifs du titulaire en cas de non-remise de ces documents, sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

ARTICLE 16 : EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS, en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire par décision de l'Établissement, ce dernier se réservera le droit de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire.

Une exécution aux frais et risques du titulaire pourra notamment être réalisée sur décision de l'Établissement en cas de :

- Refus du titulaire d'exécuter les prestations conformément aux dispositions du présent marché ou non-conformité répétée dans l'exécution des prestations par le titulaire,
- En cas d'exécutions partielles des prestations objet du présent marché, mettant ou non en danger le bon fonctionnement de l'Établissement,
- En cas de non-respect répété des délais d'exécution des prestations objet du marché (ces délais étant notamment fixés dans le CCP, le mémoire technique du titulaire et les bons de commande).

L'Établissement pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du présent marché prononcée aux torts du titulaire dans les cas précisés à l'article 14 ci-dessus.

S'il n'est pas possible à l'Établissement de se procurer dans des conditions acceptables des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au présent marché, il pourra y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié ne sera pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il devra cependant fournir toutes les informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par l'Établissement.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du présent marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, sera à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profitera pas.

ARTICLE 17 : ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

L'Établissement ayant reçu les labels « Diversité » et « Égalité », il accorde une importance aux questions d'égalité et de diversité professionnelles et s'est engagé dans une démarche de respect de ces valeurs.

Il souhaite en conséquence que ses cocontractants se soucient également de ces valeurs.

L'Établissement s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- Un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. L'Établissement s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, l'Établissement souhaite mobiliser ses cocontractants afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il sera demandé au titulaire de tout marché public conclu avec l'Établissement de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Égalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par l'Établissement.

Ce questionnaire ne sera exigé que du seul titulaire du marché. Il prendra la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si l'Établissement lui en fait la demande. Celle-ci pourra intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant de l'Établissement comparera alors la situation décrite à celle présentée initialement.

ARTICLE 18 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 et suivants du code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution du présent marché, l'Établissement et le titulaire pourront recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs au présent marché, dans des conditions fixées par décret.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour missions de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises agira comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en auront exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable n'interrompra pas le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'Établissement sur l'avis du comité.

En cas de règlement amiable impossible, les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'exécution du marché seront jugées par le Tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 19 : DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 9 (Opérations de vérification des prestations) du présent CCP déroge aux articles 27 et suivants du CCAG/FCS.

L'article 10 (Pénalités) du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

L'article 14 (Résiliation) du présent CCP déroge aux articles 38 et suivants du CCAG/FCS.

L'article 16 (Exécution aux frais et risques du titulaire) du présent CCP déroge à l'article 46 du CCAG/FCS.